

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUIN 1921

Projet de loi relatif aux Mieux Doués.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Commentant une proposition de loi sur l'égalité des enfants devant l'instruction, qui venait d'être déposée au Parlement français, le Dr TOULOUSE écrivait naguère : « Entre un conseiller d'État et un terrassier, il n'y a souvent, comme différence essentielle, qu'une culture inégale ». « Tel directeur important, ajoutait-il, valait moins au départ que son huissier ». Et ce n'était pas là une simple boutade, mais une vérité trop réelle, marquant et dénonçant à la fois une injustice individuelle et une carence sociale ; injustice individuelle, qui ouvre les carrières de l'intelligence, non à ceux qui possèdent les aptitudes, mais à ceux qui possèdent l'argent ; carence sociale, qui abandonne, dans les gisements inexplorés, tant de précieux filons, au détriment du trésor spirituel et du bien-être communs.

Le souci de remédier à cet état de choses ne date pas de la guerre, mais les préoccupations de l'après-guerre l'ont singulièrement aggravé. Si le printemps des années sanglantes a été fauché, si la moisson, promise à la science, aux arts, à l'activité économique, à toutes les formes du travail, à toutes les œuvres de justice et de pitié humaines n'a pu mûrir, nous devons d'autant plus de sollicitude au blé qui lève et qui porte nos espoirs. Aussi, partout des voix se font-elles entendre qui réclament l'utilisation de toutes les valeurs et l'appel de toutes les élites.

En France, sans remonter au projet Carnaud (1) tendant à réaliser l'égalité du point de départ et qui formulait en ces termes l'idéal proposé : « A égalité » approchée d'intelligence et d'aptitudes, égalité d'instruction ; aux mieux doués, » fussent-ils les plus pauvres, la plus haute culture » ; ni à la proposition de loi de MM. Buisson et consorts sur la réforme de l'éducation nationale (2), qui

(1) Chambre des Députés, session de 1909, n° 2434.

(2) Chambre des Députés, session de 1915, n° 2465.

pose, entre autres, ce principe fondamental : « Que chaque enfant, quelle que » soit la situation de fortune des parents, soit mis en état d'acquérir par » l'instruction tout le développement intellectuel et professionnel dont il est » capable » ; — c'est M. Pierre RAMEU qui propose une sélection systématique des enfants dans le but d'orienter leur formation dans le sens de leurs aptitudes, et l'octroi, aux élèves de mérite appartenant à des familles peu aisées, d'une bourse nationale, pouvant comprendre une allocation compensatoire du manque à gagner (1) ; — c'est la Ligue de l'Enseignement qui juge « l'heure venue de dégager, non plus de la jeunesse bourgeoise, mais de toute la jeunesse française, une élite capable de rendre au pays des services décisifs dans la lutte pacifique des nations (2) » ; — ce sont *Les Compagnons*, groupe de jeunes universitaires aux armées, qui proclament que « la Patrie a le droit d'exploiter toutes les richesses spirituelles qu'elle possède. Un pays qui veut des intelligences et des énergies doit leur permettre à toutes de se révéler. Il faut que tous produisent, mais il faut que les meilleurs gouvernent dans l'intérêt de tous. La justice veut qu'aucune force ne soit entravée ni déviée ; l'intérêt national veut que toutes les capacités soient exploitées à fond et atteignent leur plein rendement » (3). — « Pourquoi, écrivait PÉCUR, il y a quelques années, pourquoi l'inégalité devant l'instruction, devant la culture ? Pourquoi cette inégalité sociale ; pourquoi cette iniquité ; pourquoi cette injustice ; pourquoi le haut enseignement à peu près fermé ; pourquoi la haute culture à peu près interdite aux pauvres, aux misérables, aux enfants du peuple ? » — C'est encore M. Édouard HERRIOT qui se déclare partisan de l'application à l'enseignement, dans toute sa sévérité, de la théorie de la sélection : « Plus un peuple est libre, proclamait-il récemment aux applaudissements de la Chambre, plus il a voulu abolir les barrières de naissance, plus il veut réduire les barrières de fortune, plus il doit fonder son institution publique sur une sélection rigoureuse et vigoureuse. Je ne veux aucune concession à l'esprit de paresse et de moindre effort. Je ne veux sacrifier, en aucun cas, un sujet d'élite au sujet médiocre, sous la réserve que le bénéfice de cette sélection sera assuré aux enfants du peuple les plus modestes. C'est dans cette association de deux idées : égalité des classes devant l'instruction et sélection par le mérite, que je vois la formule d'avenir de notre démocratie et de notre enseignement (4) ». C'est le Parlement, enfin, qui dans le même esprit augmente d'emblée de 6 millions, au budget de l'instruction publique, le crédit affecté aux bourses de l'enseignement secondaire.

En Angleterre, c'est M. FISHER, le Ministre de l'Éducation dont les projets de réforme, au cours de ces dernières années, ont rencontré la sympathie et l'approbation dans toutes les sphères : « Le grand problème, disait-il en 1917, au meeting des Comités d'Éducation, est de donner à tout enfant l'égalité des chances (*an equal opportunity*). Il faut que celui qui a la capacité intellectuelle et la vigueur morale de s'élever au-dessus de la condition où il est né, voie s'offrir à

(1) Chambre des Députés, session de 1919, n° 68.

(2) Congrès d'Amiens, octobre 1920.

(3) *L'Université nouvelle*, 1, Paris, Fischbacher, 1919.

(4) Chambre des Députés, 10 juin 1920.

lui les moyens d'y réussir; il faut que le créateur, l'inventeur, l'homme d'action, le chef qui git, ignoré de lui-même, en l'enfant sur le banc de l'école, trouve à l'école le milieu favorable à son développement; il faut qu'un système d'instruction nationale s'épanouisse, large et libre, pour conduire le talent et le mérite jusqu'à la consommation de leur destinée ».

Et si nous regardons du côté de l'est, nous voyons la plupart des grandes villes allemandes, Berlin, Cologne, Brême, Hambourg, Leipzig, Breslau et d'autres, organiser systématiquement l'éducation des mieux doués, ouvrir à leur intention des écoles spéciales, établir une sélection méthodique rigoureuse, basée sur la psychologie expérimentale, allouer, d'autre part, des bourses aux familles privées du salaire de leurs enfants, marquant ainsi la volonté de ce peuple de dégager des couches les plus profondes toutes les virtualités qu'elles recèlent, de libérer tout le potentiel des énergies nationales, de cultiver toutes les promesses de talent, d'initiative et de vigueur.

Nous serions bien mal avisés si un tel mouvement et de tels exemples nous laissaient indifférents et personne assurément n'y prétendra. Mais il ne suffit pas d'approuver par des écrits ou de consentir par des discours. Il faut réaliser. L'action des provinces a déjà devancé celle de l'État. Le Parlement belge a été saisi d'une proposition de M. DEVÈZE à la suggestion de M. MORICHAR. Elle a été favorablement accueillie par l'opinion et il importe de rappeler cette initiative et de lui rendre hommage. C'est une réalisation précise, ferme et organisée, — quoique très spéciale et très limitée dans le programme total des réformes éducatives, — que nous proposons aujourd'hui.

De quoi s'agit-il exactement?

Lorsqu'on envisage les moyens de faire de l'égalité du point de départ en matière d'instruction une réalité, ou simplement de rendre les études post-primaires accessibles à un plus grand nombre, une idée se présente tout d'abord à l'esprit : la gratuité, et l'on en revendique aussitôt, sans toujours bien réfléchir, l'application intégrale. Mais à la réflexion on ne tarde pas à s'apercevoir que ce n'est point là une solution pratique. D'abord, du point de vue démocratique même, la généralisation de la gratuité scolaire ne compte pas que des partisans : Qui peut payer, doit payer, a-t-on dit, et l'on a fait remarquer que l'enseignement payant coûte déjà moins cher aux familles aisées que l'enseignement gratuit aux familles modestes. Si l'on part de cette idée, les pouvoirs publics devraient donc, en participant aux charges de l'éducation, établir à cet égard des degrés divers, depuis la simple remise du minerval jusqu'à l'entretien complet des bénéficiaires tout à fait dépourvus de ressources, avec compensation éventuelle au profit des familles. D'autre part, le bénéfice de l'instruction gratuite ne peut être dispensé, sans discernement aucun, quant à la valeur et au mérite, alors qu'il faudrait plutôt tendre à éloigner des classes ceux qui ne font qu'en alourdir le mouvement au détriment de leurs condisciples et sans profit pour eux-mêmes. Enfin, il y a le fait de l'enseignement libre, avec ses griefs de concurrence inadmissible et ses revendications d'égalité, si bien qu'au total le problème de la gratuité se présente sous des aspects très divers et fort complexes.

Quoi qu'il en soit, ce n'est point de cela qu'il s'agit et notre projet n'innove en rien à cet égard. Il ne s'agit pas d'étendre, en principe, la gratuité à un degré

quelconque ou sous une forme quelconque. Il ne s'agit pas davantage de réaliser l'égalité du point de départ en rendant les études post-primaires accessibles à tous les enfants, ni même à tous les enfants bien doués seulement. Pareille réforme dépasserait incontestablement les possibilités actuelles.

Tout ce que nous voulons, tout ce que nous proposons, c'est la sélection des *meilleurs*, c'est l'aide nécessaire assurée à l'élite, à ceux qui témoignent de qualités ou de dispositions vraiment *supérieures*. Mais, par contre, ceux-là, nous voulons les rechercher tous, quelle que soit la nature de leurs dons exceptionnels, quel que soit le village ignoré et l'humble foyer où ils vivent; nous voulons leur offrir à tous l'occasion de se révéler et le moyen de suivre leur voie, sans souci et sans entrave, pour qu'ils deviennent un jour les serviteurs éminents du pays.

Cette ambition ne paraîtra pas excessive; elle réserve les possibilités d'élargissement de l'avenir. L'expérience des premières années nous fournira des indications. En tout cas, le mécanisme du projet offre par lui-même assez de souplesse pour pouvoir se régler d'après les convenances et les besoins qui se manifesteront; il pourra aisément s'adapter à des applications plus larges, le jour où celles-ci paraîtraient désirables.

*
* * *

Il reste à expliquer et à justifier les détails du système proposé.

A la base de ce système deux conceptions se combinent :

1° En ordre principal, organisation locale facultative;

2° A titre complémentaire, organisation provinciale obligatoire.

Ce double principe se légitime : d'une part, il n'y a aucune raison pour ne pas abandonner aux autorités locales ayant le sentiment des devoirs qui incombent à la société, la création et la gestion du fonds des *Mieux Doués*, dans le cadre des garanties générales à établir par la loi et les règlements.

Cette décentralisation comporte même un avantage positif; il n'est pas douteux que la générosité des donateurs et des testateurs ne s'exerce plus spontanément et plus libéralement en faveur d'institutions appartenant en propre au milieu où se fixèrent leurs affections et où survivra leur souvenir qu'au profit d'une œuvre qui leur paraîtra lointaine, dispersée, anonyme.

Toutefois, par la nature même de l'institution, cette décentralisation ne peut descendre au-dessous d'une certaine limite. Le nombre des jeunes gens auquel le fonds des *Mieux Doués* sera appelé à venir en aide ne correspondra jamais qu'à une quotité fort restreinte de la population générale. Ainsi, un chiffre de 700 à 800 au départ pour tout le pays ne représenterait encore qu'une seule unité sur une population de 10,000 habitants. Il va de soi que dans ces conditions il ne pourrait pratiquement être question d'une décentralisation illimitée, pas plus au point de vue de l'organisation et de la sélection que de la réalisation des ressources. Le chiffre de 20,000 habitants prévu à l'article 1 nous a paru raisonnable : il permet aux 42 communes les plus importantes du pays, comportant une population de 2,250,000 habitants, de créer un fonds autonome.

Le projet autorise les localités d'une population moindre à se grouper. Toutefois, il n'est pas inutile d'en faire l'observation, cette faculté est surtout prévue pour éviter le reproche de refuser à certaines communes une latitude qu'on

accorde à d'autres. Mais il est certain qu'une intercommunale groupant plusieurs localités peu importantes offrira des difficultés d'organisation et de sélection.

Toutes les communes qui n'auront pas constitué un fonds local ou intercommunal seront obligatoirement affiliées au fonds provincial. Faute de semblable organisation systématique embrassant toute la population du royaume, on ne pourrait escompter que des réalisations sporadiques et une quotité relativement faible de l'élite effective serait touchée. Ce serait manquer le but de la loi ; il faut que la possibilité d'ascension soit offerte à tous ceux qui sont dûment qualifiés. Quant au cadre provincial, il a été choisi, d'abord parce qu'il existe et qu'il renferme déjà un outillage administratif d'exécution qui simplifiera la mise en action du mécanisme légal et réduira les frais au minimum ; ensuite parce qu'un fonds national unique aurait présenté à tous les points de vue des difficultés d'application considérables.

Tout fonds des Mieux Doués, qu'il soit communal, intercommunal ou provincial, est alimenté par une contribution obligatoire de la commune, de la province et de l'État, basée sur le chiffre de la population générale. Le taux de ces cotisations est fixé à un chiffre tel qu'il ne saurait, en aucun cas, influencer les situations budgétaires. Ainsi, la première année, la contribution communale sera, dans une commune de 1,000 habitants, de 100 francs seulement, dans une commune de 20,000 habitants, elle ne sera que de 2,000 francs ; et ainsi de suite. Pour les provinces les plus importantes, le crédit nécessaire ne dépassera pas 30,000 francs, chiffre inférieur à ce que ces provinces consacrent déjà spontanément à cet objet ; dans les provinces moins peuplées, il sera presque insignifiant : 6,400 francs pour le Limbourg, 3,000 pour le Luxembourg. Enfin, l'allocation de l'État, en 1923, ne dépassera pas 800,000 francs (1). Et néanmoins, par le concours de tous, nous disposerons d'une mise initiale d'environ 1,700,000 francs, qui permettra d'accorder immédiatement plusieurs centaines de bourses d'un import relativement élevé.

La contribution sera progressive pendant une période de cinq années, supposée approximativement égale au cycle moyen des études en vue desquelles l'aide est prévue. En effet, au cours de cette période, le nombre des bénéficiaires s'accroîtra chaque année d'un contingent nouveau, non compensé par des sorties correspondantes. Toutefois la majoration annuelle n'est pas équivalente à la contribution de la première année ; il faut tenir compte, en effet, d'un excédent possible sur le premier versement, des déchets qui se produiront au cours des études, enfin du produit escompté des libéralités. Si néanmoins les disponibilités dépassaient encore les besoins, le taux légal des versements pourra être réduit par arrêté royal. Semblable réduction ne pourra cependant intervenir que par mesure générale et non en faveur d'un fonds déterminé ; aucun fonds en particulier ne devra donc attendre le bénéfice de cette disposition d'un calcul de parcimonie. La faculté dont il s'agit vise plutôt l'éventualité improbable et du reste peu souhaitable où les besoins se révéleraient normalement inférieurs à nos prévisions.

(1) L'institution devant fonctionner à partir d'octobre 1922, un rappel d'environ 200,000 francs sera nécessaire pour le 4^e trimestre de cette année.

Dans un but de simplification et d'économie, le projet utilise, pour la gestion du fonds et l'allocation des bourses, les organismes locaux et provinciaux existants, notamment le collège des bourgmestre et échevins et la députation permanente; mais il adjoint à ces collèges un comité technique auquel incombera pratiquement la sélection des intéressés et dont la composition est réglée de manière à offrir toute garantie au point de vue de la compétence et de l'impartialité. En fait, l'autorité administrative se bornera généralement à entériner les propositions de ces comités. Cependant, pour éliminer encore plus complètement tout danger de favoritisme, un recours est ouvert contre ses décisions, dès que celles-ci s'écartent de l'avis du Conseil technique. Une seule considération, en effet, doit inspirer ces décisions : la valeur du sujet. D'autre part, l'intéressé doit conserver la plus entière liberté dans le choix de l'école où il désire poursuivre sa formation. Sous ce rapport, le projet met les établissements privés, qu'ils soient inspectés ou non par l'État, sur le même pied que les établissements officiels : une seule condition est requise, c'est qu'il s'agisse d'un établissement sérieux. On pourra à cet égard s'en rapporter à la notoriété publique. Pour le mode même de sélection, il sera organisé sur la base de l'observation et des résultats scolaires, contrôlés par l'inspection et complétés par un examen pédotechnique des candidats.

En ce qui concerne les études que le projet de loi intéresse, ce sont toutes les études postprimaires, à l'exclusion des études supérieures: le motif de cette exclusion est dans l'existence de la Fondation universitaire, qui remplit pour l'enseignement supérieur l'office que les dispositions proposées doivent remplir dans l'ordre secondaire.

Quant à l'âge d'admissibilité aux bourses, le projet ne précise rien. Si, même dans les âmes bien nées, la valeur le plus souvent ne se révèle pas avant un certain âge et si toute sélection qui s'opère avant la 14^e ou la 15^e année comporte des réserves, il faut, d'autre part, tenir compte du fait que, dans l'organisation actuelle, les études secondaires débutent généralement aux environs de la 12^e année. Il faut donc bien que les bourses soient accessibles dès cet âge, c'est-à-dire à l'issue du 3^e degré primaire.

Tels sont les principes généraux. Quant aux détails d'application, la disposition finale du projet en charge le pouvoir exécutif. Cette délégation, assez large, est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit d'une innovation sans précédent; la mise en pratique doit pouvoir se prêter avec souplesse à toutes les suggestions de l'expérience.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

DESTREE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JUNI 1921.

Wetsontwerp betreffende de Meest Begaafden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Als commentaar op een wetsvoorstel betreffende de gelijkheid der kinderen tegenover het onderwijs, dat bij het Fransch Parlement was ingediend, schreef vroeger D^r Toulouse : « Tusschen een Staatsraad en een aardwerker bestaat er dikwijls geen ander essentieel verschil dan een ongelijke opleiding. » « Er zijn gewichtige bestuurders die in den aanvang minder waard waren dan hun deurwachter » voegde hij erbij. En zulks was niet een eenvoudige geestigheid, doch een maar al te echte waarheid, die te gelijker tijd een individueele onrechtvaardigheid en een maatschappelijke tekortkoming aantoonde en er de aandacht op vestigde : individueele onrechtvaardigheid die de verstandelijke loopbaan openstelt niet voor diegenen welke den vereischten aanleg bezitten, doch voor hen die over het geld beschikken ; maatschappelijke tekortkoming die in onontgonnen beddingen zooveel kostbare aders laat liggen tot schade van den geestelijken schat en het algemeen welzijn.

De zucht om dien toestand te verhelpen dagteekent niet van na den oorlog, doch de na-oorlogsche bekommelingen hebben hem ongemeen verzwaaard. Indien de lente der bloedige jaren werd afgemaaid, indien de oogst beloofd aan de wetenschap, aan de kunsten, aan de economische bedrijvigheid, aan de menigvuldige vormen van den arbeid, aan al de uitingen van menschenlijke rechtvaardigheid en barmhartigheid niet kon rijp worden, zooveel te meer zorg zijn wij verschuldigd aan het opkomende koorn dat al onze hoop in zich draagt. Ook doen zich van overal stemmen hooren welke de benutting vergen van allé waarden en het oproepen van alle keurbenden.

In Frankrijk, zonder terug te gaan tot het ontwerp Carnaud (1) dat de gelijkheid bij het vertrekpunt zocht te verwezenlijken en in dezer voege het voorgesteld ideaal formuleerde :

« Voor ongeveer gelijk verstand en aanleg, gelijk onderwijs ; voor de

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers. Zittijd 1909, n^o 2434.

meest begaafden, al waren zij ook de armsten, de hoogste cultuur »; noch tot het wetsvoorstel van den heer Buisson c. s. op de hervorming der nationale opvoeding (1) die, onder meer, dit fundamenteel grondbeginsel voorhoudt: « Dat ieder kind, welke ook de fortuintoestand der ouders weze, in staat worde gesteld om door het onderwijs al de verstandelijke en professionele ontwikkeling te ontvangen waarvoor het vatbaar is »; — het is de heer Pierre Rameil die een stelselmatige schifting onder de kinderen voorstelt ten einde hunne vorming in den zin van hun aanleg te richten, en het begeven, aan verdienstelijke leerlingen die tot minvermogende families behoren, van een nationale beurs, die eene vergoeding zou kunnen omvatten voor winstgemis (2); — het is de *Ligue de l'Enseignement* die « het uur geslagen acht om niet enkel uit de burgerjeugd doch uit geheel de Fransche jeugd, een elite te lezen in staat om aan het land beslissende diensten te bewijzen in den vreedzamen strijd der naties » (3); — het zijn de *Compagnons*, groep jonge universitaires bij het leger, die verkondigen dat « het Vaderland het recht heeft al zijn geestelijke rijkdommen winstgevend te gebruiken. Een land dat menschen van verstand en wilskracht wil, moet aan allen gelegenheid geven om zich te openbaren. Allen moeten voortbrengen, doch de besten moeten in aller belang regeeren. De rechtvaardigheid eischt dat geen enkele kracht worde tegengekant of afgeleid; het nationaal belang vergt dat elke begaafdheid tot het uiterste worde benuttigd en haar volle opbrengst geve » (4). « Waarom, schreef Péguy vóór eenige jaren, waarom ongelijkheid voor het onderwijs? voor de cultuur? waarom die maatschappelijke ongelijkheid? waarom die onbillijkheid? waarom die onrechtvaardigheid? waarom het hooger onderwijs voor zooveel afgesloten? waarom de hoogere cultuur bijna ontegenwoordig aan de armen, de ongelukkigen, aan de volkskinderen? »

Verder is het de heer Henriot, die zich voorstander verklaart der toepassing, in al hare strengheid, der selectietheorie: « Hoe vrijer een volk is, heeft hij onlangs, onder de toejuichingen der Kamer, uitgeroepen, hoe meer het de afsluitingen der geboorte heeft omvergeworpen, hoe meer het de afsluitingen der fortuin wil verminderen, hoe meer het zijn publieke institutie op een strenge en sterke selectie moet vestigen. Geen toegeving aan den luheidsgeest en aan den geest der minste krachtsinspanning. In geen geval wil ik een keurleerling slachtofferen voor een middelmatigen, onder voorbehoud dat het voordeel dier selectie verzekerd worde aan de bescheidenste volkskinderen. Het is in de vereeniging dier twee begrippen: gelijkheid der klassen ten opzichte van het onderwijs en selectie ten opzichte van de verdiensten, dat ik de toekomst-formule zie van onze democratie en van ons onderricht » (5). Het is het Parlement eindelijk dat in denzelfden

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1913, n^o 2465.

(2) Id. zitting 1919, n^o 68.

(3) Congres van Amiens, October 1920.

(4) *L'Université nouvelle*, 1, Paris, Fischbacher, 1919.

(5) Kamer der Volksvertegenwoordigers, 10 Juni 1920,

geest zonder voorbehoud met zes millioen op de begrooting van het openbaar onderwijs, het krediet vermeerdert dat voor de beurzen van het middelbaar onderwijs wordt beschikbaar gesteld.

In Engeland is het de heer Fisher, de Minister van Onderwijs, wiens hervormingsontwerpen in de laatste jaren de sympathie en de goedkeuring in alle kringen hebben verworven. « Het groot vraagstuk, zegde hij in 1917, in de meeting der opvoedingscomiteiten, bestaat hierin dat aan elk kind een gelijke kans worde gegeven. Het is noodig dat hij die de verstandelijke begaafdheid bezit en de zedelijke kracht om zich boven den toestand waarin hij geboren is te verheffen, zich al de middelen zie aanbieden om daarin te slagen; het is noodig dat de ontwerper, de uitvinder, de man van de daad, de leider welke onbewust in het kind op de schoolbank sluimert, in de school een geschikt midden vinde voor zijn ontwikkeling; een stelsel van nationale opvoeding moet opbloeien, breed en vrij, om het talent en de verdienste naar de volvoering van hun lot te geleiden ».

En zoo wij onze blikken oostwaarts keeren, zien wij het meerendeel der groote Deutsche steden, Berlijn, Keulen, Bremen, Hamburg, Leipzig, Breslau en anderen, stelselmatig de opvoeding der meest begaafden inrichten, voor hen bijzondere scholen openen, eene strenge methodische selectie toepassen, steunend op de toegepaste psychologie, en anderzijds beurzen toekennen aan de families welke aldus van het dagloon beroofd worden — aldus den wil volgend van dat volk om uit de diepste lagen al de mogelijke innerlijke krachten op te delven, al de potentieelen der nationale energieën vrij te maken, en al de beloften van talent, initiatief en kracht te doen gelijken.

Wij zouden het werkelijk niet goed vóór hebben, zoo een dergelijke beweging en dergelijke voorbeelden ons onverschillig lieten en zulks zal wel niemand bedoelen. Doch het volstaat niet door schriften goed te keuren en door redevoeringen toe te stemmen. Men moet verwezenlijken. Het optreden der provincies is dat van den Staat reeds voor. Bij het Belgisch Parlement werd een voorstel nedergelegd van den heer Devèze, op aandrang van den heer Morichar.

De publieke opinie heeft het gunstig onthaald, en het is slechts billijk aan dit initiatief te herinneren en er hulde aan te brengen. Heden stellen wij eene stipte, vaste en georganiseerde verwezenlijking voor — al weze ze dan ook van zeer bijzonderen aard en beperkt in het volledig programma der opvoedkundige hervormingen.

Waarover hebben wij het eigenlijk?

Wanneer men de middelen nagaat om van de gelijkheid van het vertrekpunt in zake onderwijs eene werkelijkheid te maken, of eenvoudig weg om de studiën na de lagere school voor een grooter aantal toegankelijk te maken, komt eerst en vooral deze gedachte voor den geest: de kosteloosheid, en onmiddellijk, zonder soins verder na te denken vergt men hare volledige toepassing. Doch na overweging wordt men spoedig gewaar dat zulks geen practische oplossing is. Eerst, op democratisch standpunt zelf, vindt de veralgemeening der kosteloosheid der school niet enkel aanhangers; wie kan, moet betalen, heeft men gezegd en men heeft doen opmerken

dat het betalend onderwijs reeds minder kost aan de gegoede families dan het kosteloos onderwijs aan de bescheiden families. Van die gedachte uitgaande zouden de openbare machten dus, door het deelnemen in de lasten van het onderwijs, te dien opzichte verschillende graden moeten vaststellen, van af het eenvoudige vrijstellen van het schoolgeld tot het volledig onderhoud der begunstigten zonder middelen, met gebeurlijke vergoeding ten voordeele der familiën. Daarbij kan het voordeel van het kosteloos onderwijs niet zonder eenig onderscheid van waarde en verdienste worden toegekend, wanneer men eerder zou moeten trachten uit de klassen te verwijderen diegenen welke er slechts den vooruitgang van stremmen ten nadeele hunner medeschoolmaten en zonder nut voor zich zelf. Eindelijk staat er nog het feit daar van het vrij onderwijs, met zijne grieven van onaanneembare mededinging en zijne eischen van gelijkheid, zoodat ten slotte het vraagstuk der kosteloosheid zich onder zeer verscheidene en zeer ingewikkelde uitzichten voordoet.

Wat er ook van zij, daarover hebben wij het hier niet en in dat opzicht brengt ons ontwerp niets nieuws. Het is er ons niet om te doen de kosteloosheid, in beginsel, voor om 't even welken graad of onder om 't even welken vorm uit te breiden. Evenmin om de gelijkheid bij het vertrekpunt te verwezenlijken door de studiën na de lagere school toegankelijk te maken voor al de kinderen, zelfs niet voor al de begaafde kinderen. Een dusdanige hervorming zou zonder twijfel de hedendaagsche mogelijkheden te boven gaan. Al wat wij voorhebben, al wat wij voorstellen is de selectie der *besten*, is de noodige hulp verzekerd aan de elite, aan diegenen die werkelijk de *hoogste* hoedanigheden of begaafdheid aan den dag leggen. Doch die dan, willen wij allen opzoeken, welke ook de aard hunner buitengewone gaven weze, welke ook het onbekende dorp of de nederige haard weze waar zij leven; aan allen willen wij de gelegenheid verschaffen zich te doen kennen en het middel om hun weg te volgen, zonder zorg en zonder letsel, opdat zij eens de uitgelezen dienaars van hun land zouden worden.

Die eierzucht zal niet overdreven blijken; zij behoudt de mogelijkheid tot uitbreiding in de toekomst. De ondervinding der eerste jaren zal ons wijzingen geven. In elk geval brengt het mechanisme van het ontwerp in zichzelf rekbaarheid genoeg mede om zich te schikken naar de aangelegenheden en de noodwendigheden die zich zullen voordoen; het zal zich gemakkelijk kunnen aanpassen aan ruimer toepassingen wanneer deze wenschelijk zullen voorkomen.

* * *

Er blijft mij thans nog over de werking van het voorgesteld stelsel uit te leggen en te wettigen. Twee gemengde opvattingen dienen het stelsel tot grondslag. 1^o) Als hoofdbestanddeel, plaatselijke vrije organisatie. 2^o) Als aanvulling, verplichte provinciale organisatie.

Dat dubbel beginsel is gewettigd: eenerzijds is er geen reden om niet aan de plaatselijke overheden die het besef hebben der plichten die op de maatschappij rusten, de inrichting en het beheer van het Fonds der meest

begaafden over te laten, binnen het kader der algemeene waarborgen door de wet en de reglementen vast te stellen.

Die decentralisatie brengt zelfs een bepaald voordeel mede : het lijdt geen twijfel dat de vrijgevigheid der schenkers en der erflaters gereeder en mildadiger optrede ten voordeele van instellingen die tot den kring behooren waar hunne genegenheid zich heeft gevestigd en waar hun aandenken zal overleven eerder dan voor een werk dat hun afgelegen, verspreid en naamloos zal voorkomen.

Nochtans, uit den aard zelf der instelling mag die decentralisatie niet een zekere grens overschrijden. Het aantal jongelieden tot wier hulp het fonds der meest begaafden geroepen is zal altijd slechts een gering deel der algemeene bevolking uitmaken. Aldus zou een cijfer van 700 tot 800 bij den aanvang voor heel het land slechts een enkele eenheid voor eene bevolking van 10,000 vertegenwoordigen. Het spreekt vanzelf dat in zulke omstandigheden er geen spraak kan zijn van eene onbeperkte decentralisatie, zoomin in opzicht van organisatie en selectie als in opzicht van verwezenlijking der geldmiddelen. Het cijfer van 20,000 inwoners voorzien bij art. 1 schijnt ons redelijk : het laat toe aan de 42 voornaamste gemeenten des lands, die tezamen eene bevolking van 2,280,000 hebben, een autonoom fonds te stichten.

Het ontwerp laat aan de minderbevolkte plaatsen toe zich te groepeeren. Nochtans is het niet zonder nut te doen opmerken dat die gelegenheid slechts wordt gegeven vooral om het verwijt te voorkomen dat aan zekere gemeenten een grootere ruimte wordt gelaten dan aan andere. Doch het is zeker dat een intercommunale, die verscheidene weinig belangrijke plaatsen groepeerd, moeilijkheden van organisatie en selectie zal opleveren.

Al de gemeenten welke geen plaatselijk of intercommunaal fonds hebben samengesteld, zullen verplicht zijn aan te sluiten bij het provinciaal fonds. Bij gebrek aan zulk een systematische inrichting die gansch de bevolking van het rijk omvat, zou men enkel sporadische uitslagen kunnen verwachten en een betrekkelijk klein gedeelte der wezenlijk begaafden zou er enkel nut uit trekken.

Zoo zou de wet haar doel missen ; voor al de wezenlijk begaafden moet het mogelijk zijn zich op te werken. Wat de provinciale indeeling betreft, die kreeg de voorkeur, ten eerste omdat ze bestaat en omdat ze reeds voor de uitvoering over bestuurselementen beschikt welke het in werking brengen van het wettelijk stelsel zullen vereenvoudigen en de uitgaven tot een minimum zullen verminderen ; verder omdat een enkel nationaal fonds in alle opzichten groote moeilijkheden van toepassing zou opleveren.

Voor het oprichten van een Fonds der Meest Begaafden, het zij gemeentelijk, intercommunaal of provinciaal, int men een verplichte bijdrage van de gemeente, de provincie en den Staat, bijdrage welke steunt op het cijfer der algemeene bevolking. Het bedrag dier tegemoetkomingen wordt op zulke wijze vastgesteld dat het in geen geval den geldelijken toestand kan beïnvloeden. Zoo zal, voor het eerste jaar, de gemeentelijke bijdrage, in een gemeente van 1,000 inwoners, slechts 100 frank beloopt, in een gemeente

van 20,000 inwoners, zal zij slechts 2,000 frank bedragen; en zoo voorts. Voor de belangrijkste provincies, zal het vereischte krediet niet meer bedragen dan 30,000 frank, welk bedrag kleiner is dan hetgeen bedoelde provincies reeds uit eigen beweging aan dit ontwerp besteden; in de minder bevolkte provincies zal het cijfer bijna onbeduidend zijn: 6,000 frank voor Limburg, 5,000 frank voor Luxemburg. De Staatstoeelage zal in 1923 niet meer bedragen dan 800,000 frank (1). En toch zullen wij door aller medewerking, om te beginnen over eene som van 1,700,000 frank beschikken, waarmede wij verschillende honderden beurzen, welke elk een betrekkelijk hooge som vertegenwoordigen, onmiddellijk kunnen verleen.

De bijdrage zal trapsgewijze vermeerderd worden gedurende een tijdvak van vijf jaren, dat ongeveer gelijk wordt geacht met den gemiddelden leerkring waarvoor de hulp voorzien is. Gedurende dat tijdvak zal het getal begunstigten, inderdaad, elk jaar toenemen, en de uitredende leerlingen wegens niet op tegen die vermeerdering. De jaarlijksche vermeerdering is echter niet gelijk aan de bijdrage van het eerste jaar; er moet inderdaad rekening worden gehouden met een mogelijk overschot op de eerste storting, met de leerlingen die hun studiën niet voleindigen, en eindelijk met de waarschijnlijke opbrengst der giften. Evenwel, zoo de beschikbare gelden de behoeften nog moesten overtreffen, zou het wettelijk bedrag der stortingen bij Koninklijk besluit kunnen verminderd worden. Dergelijke vermindering kan nochtans slechts toegestaan worden bij algemeenen maatregel en mag niet ten bate van een bepaald fonds verleend worden; geen enkel fonds in 't bijzonder moet dus verwachten dat het door alles karig uit te meten, het voordeel van voornoemde bepaling zou kunnen genieten. Het recht waarvan sprake bedoelt eerder de onwaarschijnlijke en niet wenschelijke gevallen waarin de behoeften in gewone omstandigheden kleiner zouden zijn dan hetgeen wij voorzien.

Ten einde het werk zoo eenvoudig mogelijk te maken en besparingen te doen, benuttigt het ontwerp, voor het beheer van het fonds en het toekennen der beurzen, de bestaande plaatselijke en provinciale lichamen, inzonderheid het college van burgemeester en schepenen en de bestendige deputatie; doch aan die colleges zal een technische commissie worden toegevoegd welke in werkelijkheid zal belast zijn met het uitkiezen der belanghebbenden en waarvan de samenstelling zoo geregeld wordt dat zij alle waarborgen biedt in opzicht van bevoegdheid en onpartijdigheid. Feitelijk zal de administratieve overheid er zich over 't algemeen bij beperken de voorstellen dier commissies te bekrachtigen. Om alle gevaar voor begunstiging nog beter te weren, zal er daarenboven in hooger beroep mogen gekomen worden tegen de beslissingen dier overheid, zoodra zij afwijken van het advies van den technischen raad. Die beslissingen moeten inderdaad berusten op een enkele beweegreden: de waarde van den leerling. Anderzijds moet de belangheb-

(1) Daar het fonds met ingang van October 1922 in werking moet treden, zal een aanvulling van ongeveer 200,000 frank noodig zijn voor het vierde kwartaal van bedoeld jaar.

bende volkomen vrij blijven in de keuze der school waar hij zijn opleiding wenscht te voltooien. In dit opzicht behandelt het wetsontwerp de private inrichtingen, of ze al dan niet onder Staatstoezicht staan, op dezelfde wijze als de officiële inrichtingen : er wordt enkel vereischt dat het een ernstige inrichting zij. Dienaangaande kan men zich verlaten op de faam welke het gesticht geniet. Het schiften en uitkiezen der meest begaafden zal stennen op de waarneming en op de uitslagen bekomen in de school, welke nagezien zijn door het schooltoezicht en aangevuld worden door een pedotechnisch onderzoek der candidaten.

De door het wetsontwerp bedoelde studiën zijn al de studiën na de lagere school, met uitsluiting van de hogere studiën : de reden dier uitsluiting ligt in het bestaan der Universitaire Stichting welke bij het hooger onderwijs dezelfde rol vervult als de voorgestelde bepalingen bij het middelbaar onderwijs.

Het wetsontwerp bepaalt niet nauwkeurig op welken leeftijd de beurzen zullen kunnen verleend worden. Zoo de waarde zelfs van edele ziel en zich meestal niet vóór een zekeren leeftijd veropenbaart en zoo alle schifting of keuze vóór het 14^{de} of 15^{de} jaar noodzakelijkerwijze onder eenig voorbehoud moet geschieden, dient er anderzijds rekening gehouden met het feit dat de middelbare studiën, in den tegenwoordigen toestand, over 't algemeen, tegen het 12^{de} jaar aanvangen. De beurzen moeten dus van dien leeftijd af kunnen verleend worden, d. w. z. na den 3^{en} lageren graad.

Dat zijn de algemeene beginselen. Wat de toepassingsbijzonderheden betreft, daarmede wordt, naar luid van de eindbepaling van het wetsontwerp, de uitvoerende macht belast. Deze tamelijk ruime opdracht is des te noodzakelijker, omdat het hier een nieuwigheid geldt waarvan geen antecedent bestaat ; de toepassing moet rekbaar genoeg zijn om nut te trekken uit al wat de ervaring leert.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTREE.

ANNEXE AU N° 405.

BIJLAGE VAN N° 405.

PROJET DE LOI
relatif aux Mieux Doués.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté en Notre Nom par Notre
Ministre des Sciences et des Arts, aux
Chambres législatives.

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Les communes comptant au moins
20,000 habitants sont autorisées à
constituer à partir du 1^{er} octobre 1922,
un Fonds communal des Mieux Doués.

Plusieurs communes groupant une
population d'au moins 20,000 habi-
tants peuvent se réunir pour constituer
un Fonds intercommunal.

ART. 2.

Il est institué, à partir de la même
date, dans chaque province, un Fonds

WETSONTWERP

betreffende de Meest Begaafden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt, zal, in Onzen Naam, door
Onzen Minister van Wetenschappen
en Kunsten, bij de wetgevende Kamers
worden ingediend.

HOOFDSTUK I.

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeenten welke ten minste
20,000 inwoners tellen, zijn er toe
gemachtigd, met ingang van 1 Octo-
ber 1922, een Gemeentelijk Fonds der
Meest Begaafden te stichten.

Verschillende gemeenten die te
zamen minstens 20,000 inwoners tel-
len, mogen met elkaar overeenkomen
om een intercommunaal Fonds te stich-
ten.

ART. 2.

Te beginnen met denzelfden datum
wordt er, in iedere provincie, een pro.

provincial des Mieux Doués auquel sont obligatoirement affiliées toutes les communes qui n'auront pas constitué un Fonds communal ou intercommunal.

ART. 3.

Les Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux des Mieux Doués ont pour but de procurer aux enfants de condition peu aisée et de mérite exceptionnel les moyens de poursuivre leurs études après l'école primaire.

ART. 4.

Sont considérées comme peu aisées les personnes qui, soit par elles-mêmes, soit par leurs parents ou par ceux qui ont la charge de leur entretien, rentrent dans l'une des catégories suivantes :

a) les ouvriers, gens de journée, gens de travail ou de service ;

b) les commis et autres employés de rang subalterne et inférieur, tant ceux de l'État et des administrations publiques, que ceux des particuliers, des maisons de commerce, des sociétés et autres établissements privés, les instituteurs et autres agents de condition analogue attachés aux établissements d'enseignement pour autant que les appointements de ces personnes ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement.

c) Toutes autres personnes dont les impositions directes au profit de l'État ne dépassent pas un maximum établi par le Gouvernement.

Cette dernière condition s'applique également aux personnes visées au litt. b) ci-dessus.

vinciaal Fonds der Meest Begaafden gesticht waarbij al de gemeenten die geen gemeentelijk of intercommunaal Fonds hebben opgericht verplicht zijn aan te sluiten.

ART. 3.

De gemeentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen der Meest Begaafden hebben ten doel de minvermogende, buitengewoon verdienstelijke kinderen in staat te stellen hun studiën na de lagere school voort te zetten.

ART. 4.

Worden als minvermogend beschouwd de personen die hetzij door zichzelf, hetzij door hun ouders of door degenen welke met hun onderhoud zijn belast, in een der hiernavolgende klassen zijn ingedeeld :

a) de werklieden, de daglooners, de arbeiders en diensthoden ;

b) de klerken en andere bedienden van lageren en minderen rang, zoowel die van den Staat en van de openbare besturen als die van de particulieren, van de handelshuizen, van de maatschappijen en andere private inrichtingen, de onderwijzers en andere ambtenaren van soortgelijken stand in dienst bij de inrichtingen van onderwijs, voor zooverre de jaarwedden van die personen een door de Regeering vastgesteld maximum niet overschrijden.

c) Alle andere personen wier rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat een door de Regeering vastgesteld maximum niet overschrijden.

Dit laatste vereischte is eveneens van toepassing op de personen bedoeld bij bovenstaande litt. b).

Les maximums prévus aux litt. b et c sont fixés par arrêté royal, suivant les localités ou régions, sur l'avis des députations permanentes.

ART. 5.

Sont considérés comme de mérite exceptionnel, les enfants qui, non seulement par suite des résultats scolaires qu'ils auront obtenus, mais encore en raison de leur esprit d'observation et d'initiative, de leurs facultés d'invention et d'imagination, de leur caractère et de leur volonté, enfin, de leur conduite, auront été désignés comme tels, suivant la procédure indiquée aux articles 17, 18, 22 et 23.

ART. 6.

Les ressources normales des Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux sont :

- 1° une allocation communale ;
- 2° une subvention provinciale ;
- 3° un subside de l'État.

ART. 7.

L'allocation communale est fixée comme suit :

Pour l'exercice 1923 : 10 centimes par habitant.

Pour l'exercice 1924 : 15 centimes par habitant.

Pour l'exercice 1925 : 20 centimes par habitant.

Pour l'exercice 1926 : 25 centimes par habitant.

Pour les exercices 1927 et suivants : 30 centimes par habitant.

ART. 8.

La subvention provinciale est fixée comme suit :

De bij litt. b en c voorziene maxima worden bij Koninklijk besluit vastgesteld volgens de plaatsen of streken, op het advies der bestendige deputaties.

ART. 5.

Worden als buitengewoon verdienstelijk beschouwd, de kinderen welke niet enkel door de in de school bekomen uitslagen, maar ook wegens hun waarnemings- en ondernemingsgeest, hun vindingrijkheid en verbeeldingskracht, hun karakter en hun wil, en eindelijk wegens hun gedrag, als zodanig aangewezen zijn volgens het bepaalde in de artikelen 17, 18, 22 en 23.

ART. 6.

De gewone geldmiddelen der gemeentelijke, intercommunale en provinciale Fondsen zijn :

- 1° een gemeentelijke tegemoetkoming ;
- 2° een provinciale bijdrage ;
- 3° een toelage van den Staat.

ART. 7.

De gemeentelijke tegemoetkoming wordt bepaald als volgt :

Voor het dienstjaar 1923 : 10 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1924 : 15 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1925 : 20 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1926 : 25 centimes per inwoner.

Voor de dienstjaren 1927 en volgende : 30 centimes per inwoner.

ART. 8.

De provinciale bijdrage wordt bepaald als volgt :

Pour l'exercice 1923 : 2 centimes par habitant.

Pour l'exercice 1924 : 4 centimes par habitant.

Pour l'exercice 1925 : 6 centimes par habitant.

Pour l'exercice 1926 : 8 centimes par habitant.

Pour les exercices 1927 et suivants : 10 centimes par habitant.

ART. 9.

Il sera versé, à titre de rappel pour le quatrième trimestre 1922, une allocation communale et une subvention provinciale, calculées sur la base de la contribution de 1923.

ART. 10.

Un arrêté royal pourra, en raison des disponibilités, abaisser, par mesure générale et pour un exercice déterminé, le taux des allocations communales et provinciales.

ART. 11.

Le subside de l'État, dont le montant ne pourra être inférieur à l'import total des allocations communales, sera fixé chaque année par la loi de finances.

ART. 12.

Les provinces et les communes peuvent recevoir des dons et des legs au profit des Fonds de Mieux Doués. L'acceptation de ces libéralités est subordonnée à l'approbation royale, en ce qui concerne les conditions dont elles seraient affectées.

L'État pourra recevoir des libéralités, à charge d'en répartir le mon-

Voor het dienstjaar 1923 : 2 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1924 : 4 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1925 : 6 centimes per inwoner.

Voor het dienstjaar 1926 : 8 centimes per inwoner.

Voor de dienstjaren 1927 en volgende : 10 centimes per inwoner.

ART. 9.

Er zal als aanvulling voor het vierde kwartaal 1922, een gemeentelijke tegemoetkoming en een provinciale bijdrage gestort worden, berekend op den voet der bijdragen van 1923.

ART. 10.

Een Koninklijk besluit zal het bedrag der gemeentelijke en provinciale bijdragen, in verhouding tot de beschikbare gelden, bij algemeenen maatregel en voor een bepaald dienstjaar mogen verminderen.

ART. 11.

De Staatstoelage, welke niet minder mag zijn dan het totaal bedrag der gemeentelijke tegemoetkomingen, zal ieder jaar bepaald worden bij de wet op de financiën.

ART. 12.

De provincies en de gemeenten mogen schenkingen en legaten aannemen ten voordeele van het Fonds der Meest Begaafden. Het aanvaarden dier giften is ondergeschikt gemaakt aan de Koninklijke goedkeuring, wat de voorwaarden betreft waarmede zij belast zijn.

De Staat mag giften aannemen, onder verplichting er het bedrag van te ver-

tant entre certains Fonds déterminés. A défaut de stipulation à cet égard, ce montant sera réparti également entre tous les Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux, sur la base de la population.

ART. 13.

Les bénéficiaires des Fonds des Mieux Doués, en acceptant l'aide qui leur est offerte, prennent l'engagement moral de la rembourser au dit Fonds, le jour où leurs moyens le leur permettront.

ART. 14.

La population à considérer dans l'application des dispositions qui précèdent, est celle qui résulte du dernier recensement général de la population du royaume.

CHAPITRE II.

Fonds communaux et intercommunaux.

ART. 15.

Le Fonds communal est géré par le collège des bourgmestre et échevins et porté, en recettes et en dépenses, au budget général de la commune, dont il forme un chapitre spécial. Les ressources ne peuvent être, même temporairement, désaffectées; le cas échéant, l'excédent actif d'un exercice est reporté en recette au budget de l'exercice suivant.

Le Fonds intercommunal est, dans les mêmes conditions, géré par le collège des bourgmestre et échevins et

deelen tusschen sommige bepaalde Fondsen. Bij gebrek aan een bepaling dienaangaande, zal het bedrag in gelijke mate verdeeld worden tusschen al de Gemeentelijke, Intercommunale en Provinciale Fondsen, naar rato van de bevolking.

ART. 13.

Degenen welke het door het Fonds der Meest Begaaften aangeboden hulp-geld aanvaarden, gaan de zedelijke verbintenis aan dit bedrag aan voornoemd Fonds terug te betalen zoodra hun middelen het hun toelaten.

ART. 14.

De bevolking welke in aanmerking komt voor het toepassen van bovenstaande bepalingen, is die welke vastgesteld is door de laatste algemeene volkstelling van het Rijk.

HOOFDSTUK II.

Gemeentelijke en Intercommunale Fondsen.

ART. 15.

Het Gemeentelijk Fonds wordt beheerd door het college van burgemeester en schepenen en voor zijn uitgaven en ontvangsten op de algemeene begroting der gemeentegebracht, waarvan het een bijzonder hoofdstuk uitmaakt. De geldmiddelen mogen zelfs niet tijdelijk aan hun bestemming onttrokken worden; bij voorkomend geval word het overschietende actief van een dienstjaar als ontvangst op de begroting van het volgend dienstjaar gebracht.

Het Intercommunale Fonds wordt, onder dezelfde voorwaarden, door het college van burgemeester en schepenen

porté au budget de la commune la plus peuplée du groupe.

ART. 16.

Il est institué, auprès de chaque Fonds communal ou intercommunal, un Comité de sélection composé de représentants locaux, au nombre de trois pour les communes ou les groupes de communes de moins de 100,000 habitants, et au nombre de cinq pour les communes ou les groupes de communes de plus de 100,000 habitants — et d'un délégué de l'État.

Les représentants locaux sont nommés, pour un terme, renouvelable, de cinq années; pour les Fonds communaux par le conseil communal, pour les Fonds intercommunaux par la députation permanente du conseil provincial sur les listes de candidats présentées par les conseils communaux intéressés.

Au moins l'un d'eux sera nécessairement un médecin.

Les autres membres seront choisis de préférence parmi les personnes compétentes en matière d'enseignement et, autant que possible, de telle façon que l'enseignement public et l'enseignement privé soient représentés. Les désignations faites par les conseils communaux sont soumises à l'agrément de la députation permanente. En cas de refus d'agrément, le conseil communal fera de nouvelles propositions. Si elle refuse encore son agrément, la députation permanente fera la désignation d'office.

Le délégué de l'État est désigné par le Ministre des Sciences et des Arts.

beheerd en op de begroting der volkrijkste gemeente van de groep gebracht.

ART. 16.

Er wordt bij elk Gemeentelijk of Intercommunaal Fonds een Schiftingscommissie tot stand gebracht, bestaande uit plaatselijke vertegenwoordigers, ten getale van drie voor de gemeenten of de groepen van gemeenten van minder dan 100,000 inwoners en ten getale van vijf voor de gemeenten of de groepen van gemeenten van meer dan 100,000 inwoners — en uit een afgevaardigde van den Staat.

De plaatselijke vertegenwoordigers worden voor een hernieuwbaren termijn van vijf jaar benoemd: voor de Gemeentelijke Fondsen door den Gemeenteraad, voor de Intercommunale Fondsen door de bestendige deputatie van den provincieraad op lijsten van kandidaten voorgedragen door de betrokken gemeenteraden.

Ten minste een hunner zal een geneesheer moeten zijn.

De andere leden zullen bij voorkeur gekozen worden onder de personen welke bevoegd zijn op onderwijsgebied en zoo mogelijk op zulk een wijze dat het openbaar onderwijs en het bijzonder onderwijs vertegenwoordigd zijn. De door de gemeenteraden gedane aanstellingen moeten toegelaten worden door de bestendige deputatie. Ingeval de toelating wordt geweigerd, zal de gemeenteraad nieuwe voorstellen doen. Zoo de bestendige deputatie nogmaals weigert, zal zij van ambtswege de leden aanstellen.

De afgevaardigde van de Staat wordt aangesteld door den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

ART. 17.

Les demandes de bourses, adressées à l'administration communale où les intéressés ont leur domicile, sont transmises au Comité de sélection qui les instruit conformément à la procédure prescrite, établit, pour ceux qui lui paraissent répondre aux conditions requises, un classement par ordre de mérite, et renvoie les dossiers, accompagnés d'un rapport détaillé, à l'administration communale qui a la gestion du Fonds.

ART. 18.

Il est statué sur les demandes par le collège des bourgmestre et échevins. Si, dans l'octroi des bourses, le collège s'écarterait de l'ordre du classement établi par le Comité de sélection, ceux qui se trouveraient de la sorte défavorisés auront un recours auprès du Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 19.

La dépense occasionnée par les opérations des Comités de sélection est imputée sur un crédit spécial porté à cet effet au budget de la commune.

S'il s'agit d'un Fonds intercommunal, la liquidation incombe à la commune qui a la gestion du Fonds à charge de remboursement par les communes participantes au prorata de leur population.

CHAPITRE III.**Fonds provinciaux.****ART. 20.**

Le Fonds provincial des Mieux

ART. 17.

De aanvragen om een beurs, welke gericht zijn tot het gemeentebestuur waar de belanghebbenden verblijven, worden overgezonden aan de Schiftingscommissie welke ze onderzoekt volgens de voorgeschreven regelen, de aanvragers die haars inziens aan de vereischte voorwaarden voldoen, rangschikt volgens orde van verdienste en de stukken samen met een uitvoerig verslag terugstuurt aan het gemeentebestuur dat het Fonds beheert.

ART. 18

Over de aanvragen wordt een beslissing getroffen door het college van burgemeester en schepenen. Zoo het college bij het toekennen der beurzen, de orde niet moest volgen welke vastgesteld is door de Schiftingscommissie, zouden de aldus benadeelden in hooger beroep kunnen komen bij den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

ART. 19.

De uitgaven veroorzaakt door de werkzaamheden der Schiftingscommissies, worden overgebracht op een bijzonder krediet dat te dien einde op de begrooting der gemeente wordt uitgetrokken.

Zoo het een Intercommunaal Fonds is, is de gemeente die het Fonds beheert met de vereffening belast, en de aangesloten gemeenten moeten terugbetalen naar rato van hun bevolking.

HOOFDSTUK III.**Provinciale Fondsen.****ART. 20**

Het Provinciaal Fonds der Meest

Doués est géré par la députation permanente et porté au budget de la province sous la rubrique *Fonds de tiers*.

ART. 21.

Il est institué, auprès de chaque Fonds provincial, un ou plusieurs Comités des élections, composés de trois à cinq membres nommés par arrêté royal pour un terme, renouvelable, de cinq années.

Au moins l'un d'eux sera nécessairement un médecin.

Les autres membres seront choisis de préférence parmi les personnes compétentes en matière d'enseignement et autant que possible de telle façon que l'enseignement public et l'enseignement privé soient représentés.

ART. 22.

Les demandes de bourse, adressées au gouverneur de la province, sont communiquées par lui au Comité de sélection qui les instruit suivant la procédure prescrite, établit, pour ceux qui lui paraissent répondre aux conditions requises, un classement par ordre de mérite et renvoie les dossiers, accompagnés d'un rapport détaillé, à l'administration provinciale.

ART. 23.

Il est statué sur les demandes par la députation permanente du conseil provincial.

Si, dans ses décisions, ce collège s'écarterait de l'ordre de classement établi par le Comité de sélection, un recours auprès du Roi serait ouvert à ceux qui se trouveraient ainsi défavorisés.

Begaaften wordt beheerd door de bestendige deputatie en op de begroting der provincie gebracht onder het hoofd *Fondsen van derden*.

ART. 21.

Bij ieder Provinciaal Fonds, worden een of verschillende Schiftingscommissies tot stand gebracht, bestaande uit drie tot vijf leden, bij Koninklijk besluit benoemd voor een hernieuwbaren termijn van vijf jaar.

Ten minste een hunner moet een geneesheer zijn.

De andere leden zullen bij voorkeur gekozen worden onder de personen die bevoegd zijn op onderwijsgebied en zoo mogelijk op zulke wijze dat het openbaar onderwijs en het bijzonder onderwijs vertegenwoordigd zijn.

ART. 22.

De aanvragen om een beurs, welke gericht zijn tot den gouverneur der provincie, worden door deze medege-deeld aan de Schiftingscommissie welke ze onderzoekt volgens de voorgeschreven regelen, de aanvragers die haars inziens aan de vereischte voorwaarden voldoen, rangschikt volgens orde van verdienste en de stukken samen met een uitvoerig verslag terugstuurt aan het provinciebestuur.

ART. 23.

Over de aanvragen wordt een beslissing getroffen door de bestendige deputatie van den provincieraad.

Zoo dit college in zijn beslissingen moest afwijken van de orde vastgesteld door de Schiftingscommissie, zouden de aldus benadeelden in hooger beroep kunnen komen bij den Koning.

ART. 24.

La dépense occasionnée par les opérations des Comités de sélection est imputée sur un crédit spécial du budget de la province.

CHAPITRE IV.**Dispositions communes.****ART. 25.**

L'assistance du Fonds des Mieux Donés est accordée, tant aux jeunes filles qu'aux jeunes gens, en vue de toutes études post-primaires : moyennes, normales, techniques, professionnelles et artistiques, à l'exclusion des études supérieures, et quel que soit le caractère, public ou privé, de l'établissement où elles se poursuivent, pourvu que cet établissement offre des garanties sérieuses au point de vue de la valeur de l'enseignement.

ART. 26.

L'étendue de cette assistance sera déterminée, dans chaque cas, par l'autorité compétente, aux termes des dispositions qui précèdent, d'après l'importance des frais occasionnés par les études entreprises et les conditions d'aisance de l'intéressé ou de ceux qui ont la charge de son entretien. Il pourra être tenu compte, non seulement des frais de minerval, d'achats de livres et autres objets classiques, d'entretien et de pension, mais encore du manque à gagner résultant du fait des études.

ART. 27.

Les bourses sont accordées pour un exercice scolaire. Elles sont éventuel-

ART. 24.

De uitgaven veroorzaakt door de werkzaamheden der Schiftingscommissie, worden overgebracht op een bijzonder krediet van de begrooting der provincie.

HOOFDSTUK IV.**Gemeenschappelijke bepalingen.****ART. 25.**

Het Fonds der Meest Begaafden verleent hulp zoowel aan meisjes als aan jongens, voor alle studien na de lagere school : middelbare, normaal-, technische-, beroeps- en kunststudien, met uitsluiting van hogere studien, en welk ook het karakter, openbaar of bijzonder, van het gesticht zij waar ze worden voortgezet, mits dit gesticht ernstige waarborgen met betrekking tot de waarde van zijn onderwijs levert.

ART. 26.

De omvang dezer hulp zal, in ieder geval, bepaald worden door de naar luid van bovenstaande beschikkingen bevoegde overheid, volgens het bedrag der onkosten veroorzaakt door de ondernomen studien en den geldelijken toestand waarin de belanghebbende of de personen die in zijn onderhoud voorzien, zich bevinden. Rekening zal mogen gehouden worden niet alleen met de uitgave voor schoolgeld, boeken en andere schoolbenodigdheden, onderhoud en kostgeld, maar zelf voor het winstgemis dat uit het studeeren voortspuit.

ART. 27.

De beurzen worden voor één schooljaar verleend. Bij voorkomend geval

lement renouvelées à la suite d'un rapport du chef de l'établissement d'instruction fréquenté par l'intéressé et, s'il y a lieu, le Comité de sélection entendu à nouveau.

Elles sont liquidées trimestriellement et par anticipation, au profit du bénéficiaire ou de la personne chargée de son entretien.

ART. 28.

Le Fonds auquel ressortissent les intéressés est déterminé par la résidence des parents ou de ceux qui les remplacent.

Si cette résidence est transférée dans le ressort d'un Fonds nouveau, la bourse en cours est néanmoins liquidée pour toute l'année scolaire à charge du Fonds qui en a décidé l'allocation. Pour les années ultérieures, l'intéressé ressortira au Fonds provincial de sa nouvelle résidence.

ART. 29.

Avant le 1^{er} octobre de chaque année les collèges des bourgmestre et échevins et les députations permanentes des conseils provinciaux adressent, respectivement au conseil communal et au Ministre des Sciences et des Arts, un rapport circonstancié sur les opérations, pendant l'exercice scolaire écoulé, du Fonds dont il sont la gestion.

Une copie des rapports relatifs aux Fonds communaux et intercommunaux est envoyée au Ministre des Sciences et des Arts. Pour les Fonds intercommunaux, une copie du rapport est également envoyée à chacune des communes affiliées.

worden zij opnieuw toegestaan ingevolge een verslag van het hoofd van het onderwijsgesticht door den belanghebbende bezocht en, desnoods nadat de Schiftingscommissie opnieuw werd gehoord.

Zij worden om de drie maanden en bij voorbaat uitgekeerd, ten bate van den belanghebbende of van den persoon die voor hem zorgt.

ART. 28.

Het Fonds waarvan de belanghebbers afhangen wordt bepaald door de woonplaats der ouders of dezer plaatsvervangers.

Wordt deze woonplaats in het gebied van een nieuw Fonds verplaatst, zoo wordt niettemin de loopende beurs voor gansch het schooljaar uitbetaald ten laste van het Fonds dat besloten heeft ze toe te kennen. Voor de volgende jaren zal de belanghebbende van het provinciaal Fonds zijner nieuwe woonplaats afhangen.

ART. 29.

Vóór 1 October van elk jaar sturen de colleges van burgemeester en schepenen en de bestendige deputatie der provincieraden respectievelijk aan den gemeenteraad en aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten, een omstandig verslag over de werkzaamheden, gedurende het afgeloopen dientsjaar, van het Fonds dat zij beheeren.

Een afschrift der verslagen welke betrekking hebben op de Gemeentelijke en Intercommunale Fondsen wordt aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten gezonden. Voor de Intercommunale Fondsen wordt insgelijks een afschrift van het verslag aan elk der aangesloten gemeenten gestuurd.

ART. 30.

Des arrêtés royaux régleront l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne la constitution des Fonds communaux et intercommunaux, le recouvrement des allocations communales, provinciales et de l'État, l'administration et la comptabilité des divers Fonds, la forme et l'instruction des demandes de bourses, le mode de sélection et la procédure à suivre par les comités qui sont chargés de cette sélection, etc.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1921.

ART. 30.

De uitvoering van deze wet zal bij Koninklijke besluiten geregeld worden, inzonderheid wat betreft het oprichten der Gemeentelijke en Intercommunale Fondsen, het innen der bijdragen van gemeente, provincie en Staat, het beheeren de boekhouding der verschillende Fondsen, den vorm en het onderzoek der aanvragen om beurzen, de wijze van schiften der leerlingen en de regelen die door de Commissies moeten nageleefd worden welke met die schifting zijn belast, enz.

Gegeven te Brussel, den 23 Juni 1921.

ALBERT,

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREE.

